

suite de conversations avec des habitants de la circonscription de Peterborough. Il m'est très difficile en tant que profane ne s'adonnant pas effectivement à l'agriculture, de cerner la vérité. Des députés ont prétendu être les porte-parole de l'agriculture et présenter en son nom les opinions, paraît-il, de leurs mandants.

• (5.20 p.m.)

Il est très évident, d'après le spectacle offert à la Chambre, qu'il n'y a pas communauté de vues. D'un côté un député d'une circonscription de l'Ouest s'oppose au projet de loi, se disant le porte-parole du cultivateur de sa région et ce discours est peut-être suivi d'une déclaration d'un député, de l'Ouest également, qui se dit en faveur du bill. Le même phénomène est observé chez les Québécois. Le député de Compton (M. Latulippe) déclare que les cultivateurs du Québec ne sont pas favorables au projet de loi, puis le député de Meadow Lake (M. Cadieu) affirme que les cultivateurs du Québec tentent de forcer les cultivateurs de l'Ouest à l'accepter. Le député de Frontenac, dans son excellent discours, soutient que les cultivateurs du Québec sont pour le projet de loi. Il est difficile de distinguer la vérité.

M. McIntosh: A vous de nous le dire.

M. Faulkner: J'essaie simplement de faire valoir le point de vue de mes commentants, tel que je le comprends. S'ils ne sont pas d'accord avec moi, ils pourront toujours me reprendre plus tard.

La deuxième raison pour laquelle je désire participer au débat est la déception que m'ont causée certaines interventions hier. J'ai été déçu pour bon nombre de raisons, mais surtout parce que plusieurs affirmations étaient absolument sans fondement. Dans presque tous les cas, ces arguments étaient avancés par des députés pour lesquels j'ai une certaine estime. La première intervention dont je parlerai est celle du député de Timiskaming (M. Peters) qui a prétendu, et je regrette qu'il soit absent, que le gouvernement essayait de faire abandonner la terre aux cultivateurs. En passant, c'était l'opinion exprimée dans un article de Paul Grescoe paru dans le *Citizen* d'Ottawa le 24 décembre. L'argumentation du député était presque uniquement fondée sur cet article, dont l'idée maîtresse paraît aussi simple qu'elle peut être fautive. C'est le plus bel exemple de journalisme à sensation qu'on puisse trouver. L'article prétend que le gouvernement et le ministère de l'Agriculture mènent une campagne systématique destinée à faire disparaître la ferme familiale de la face de la terre.

M. McIntosh: C'est ce que prétend le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Lang).

M. Faulkner: C'était la position adoptée par le député de Timiskaming.

M. Peters: N'était-ce pas aussi celle du ministre?

M. Faulkner: L'article date du 24 décembre et la déclaration du député, du 28. Je voudrais que les paroles du ministre de l'Agriculture (M. Olson) du 6 décembre, figurent au compte rendu. Le député de Timiskaming a pu prendre connaissance du communiqué, mais apparemment, Paul Grescoe, dont le rôle dans ce débat est moins important, ne l'a pas pu. Il m'inquiète moins que le député de Timiskaming, car il parlera sans doute à nouveau. Peut-être avons-nous vu l'article définitif de M. Grescoe. Permettez-moi de citer le ministre.

Une voix: Pas l'article de Grescoe.

[M. Faulkner.]

M. Faulkner: Je n'ai pas l'intention de citer Paul Grescoe, je ne citerai pas l'article du *Citizen* et ne me ferai pas l'écho des rumeurs qui circulent au sujet des intentions du gouvernement. Je veux citer les paroles prononcées le 6 décembre par le ministre de l'Agriculture.

M. McIntosh: A quel sujet? Le bétail?

M. Faulkner: Si le député de Swift Current-Maple Creek (M. McIntosh) veut bien prêter l'oreille, il saura exactement ce qu'a dit le ministre.

M. McIntosh: Je sais. Je l'ai entendu le dire.

M. Faulkner: Le ministre parlait du programme de mise en valeur des petites exploitations agricoles. Voici ce qu'il a dit:

Ce que nous proposons est une approche relativement nouvelle d'un problème qui donne depuis plusieurs décennies du fil à retordre aux agricultures des pays industrialisés...

Les lois de l'économie ont eu pour effet de provoquer l'exode vers les villes de milliers de cultivateurs, tout en encourageant le développement de vastes exploitations agricoles qui réclament des investissements considérables en terres, en machines, en bétail et en installations diverses.

Bien qu'une certaine consolidation soit nécessaire dans le domaine de l'agriculture, il serait peu sage de laisser se développer la tendance actuelle au point que l'agriculture finirait par passer sous le contrôle d'une poignée d'exploitations géantes constituées en sociétés.

M. Peters: Je suis bien du même avis.

M. Faulkner: C'est ce qu'a dit le ministre de l'Agriculture. Voici la suite:

A moins que nous ne mettions au point de nouveaux programmes viables, beaucoup d'agriculteurs canadiens et, en fait, des collectivités rurales entières seront menacés si cette tendance s'accroît.

Des études économiques ainsi que l'expérience pratique indiquent que la ferme familiale constitue la meilleure formule d'exploitation agricole, et c'est dans cette optique que nous avons mis au point un programme d'envergure afin d'aider les petits agriculteurs du Canada à rendre rentables leurs petites exploitations familiales...

Voilà quelle est la politique du gouvernement.

L'hon. M. Chrétien: C'est notre politique, et c'est une bonne politique.

M. Faulkner: C'est précisément notre position, et je l'ai répétée de façon que les députés qui connaissent les politiques du gouvernement par ouï-dire puissent s'en faire une idée bien claire afin de pouvoir expliquer les intentions du gouvernement. Les députés savent aussi bien que moi que rien au monde n'est plus facile que de semer la suspicion et le doute dans l'esprit de ceux qui n'ont pas accès à cette enceinte.

M. McIntosh: Dites-nous donc ce que le ministre a dit du bill C-176.

M. Faulkner: Ces gens ne comprennent peut-être pas très bien ce que le gouvernement se propose de faire.

M. Horner: Le député parle-t-il du bill?

M. Faulkner: Je voudrais maintenant passer à autre chose. Les propos que je viens de citer sont du ministre de l'Agriculture, qui les a tenus le 6 décembre.

M. McIntosh: Le député est-il sûr qu'il n'a pas en main des observations faites à l'égard du bill C-259?

M. Knight: Monsieur l'Orateur...